

*L'Adresse—M. Thacker*

monsieur le Président, il est évident que vous n'investiriez pas cette somme dans une usine ou dans un commerce au Canada, puisque vous pourriez la prêter au gouvernement et recevoir en échange un intérêt à taux garanti, sans prendre aucun risque. Les riches sont en train de devenir fabuleusement riches.

Si l'on étudie l'histoire des pays du Tiers monde, on constate qu'il s'y est souvent produit la même chose. Toutes les richesses étaient concentrées entre les mains de quelques personnes. Il y avait donc un petit groupe de gens très riches et un énorme prolétariat sans aucuns biens. Notre pays est en train de se diriger dans cette voie, et c'est justement ce que nous devons empêcher.

Les comparaisons entre le Nouveau parti démocratique et le parti progressiste conservateur m'amuse toujours. Je suppose que, proportionnellement, le parti conservateur compte plus de gens aisés que le NPD. Pourtant, ce sont les membres du parti conservateur qui s'insurgent contre cette concentration des richesses. Ils affirment qu'il faut enrayer le déficit pour que les riches, dont beaucoup sont membres du parti conservateur, ne puissent pas continuer à accumuler d'insolentes richesses. Par contre, les députés du NPD, qui prétendent défendre les pauvres, les personnes âgées et les défavorisés, prônent une augmentation du déficit et ne semblent pas se rendre compte qu'on nuit ainsi, surtout à long terme, beaucoup plus aux personnes qu'il défend, que si l'on affrontait la réalité. J'ai toujours été frappé par cette bizarrerie.

Nous avons tenté une expérience il y a deux siècles. Jusque-là, tous les gens étaient gouvernés par des rois, et les décisions étaient prises par une petite bureaucratie. Les gens n'étaient que des serfs sur la terre qu'ils cultivaient. Nous avons alors tenté une magnifique expérience en permettant à chaque citoyen de devenir propriétaire. Nous avons laissé tous les citoyens travailler dur sur leur propre terre de manière à améliorer leur sort et celui de leurs enfants. En deux siècles, les pays occidentaux ont créé des richesses sans précédent. Même les pauvres de notre société sont mieux lotis que ne l'étaient les rois, les reines et les monarques il y a deux cent cinquante ans. Pourtant, le droit de propriété et le droit qu'a une personne de créer une entreprise et de prospérer ont été remis en cause. Qui conteste le plus le droit de propriété? Ce sont les députés du NPD. Quand nous avons voulu inscrire dans la Constitution le droit de propriété des particuliers, ils s'y sont opposés. Les libéraux avaient accepté cet amendement un vendredi.

**M. Blackburn (Brant):** Les premiers ministres provinciaux s'y sont opposés, et ils étaient tous conservateurs. Cessez de charrier et tenez-vous en aux faits!

**M. Thacker:** Monsieur le Président, personne ne peut nier le fait que les députés conservateurs ont proposé un amendement à la Constitution et que les députés libéraux l'ont accepté un vendredi. Le samedi, le chef du NPD (M. Broadbent) annonça qu'il refuserait d'appuyer le projet constitutionnel si l'on ne supprimait pas le droit de propriété. Sur ce, en revenant à la Chambre le lundi, les députés libéraux ont supprimé l'amendement consacrant le droit de propriété...

**M. Blackburn (Brant):** Les droits de propriété relèvent des provinces.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette de devoir annoncer au député que son temps de parole est écoulé. Questions et commentaires?

• (1230)

**M. Keeper:** Monsieur le Président, le député a prétendu plus tôt que les néo-démocrates réclamaient des déficits plus élevés. Nous soutenons que le fardeau devrait être partagé équitablement. Avec son exposé économique, le gouvernement continue de faire porter le fardeau financier par les Canadiens à revenu moyen et faible. Je me demande bien si le député tient à ce que les Canadiens très riches assument leur part du fardeau. Quand le gouvernement va-t-il prendre des mesures concrètes à cet égard et fixer, par exemple, un impôt minimal, comme son parti l'a proposé par la voix de son chef au cours de la campagne électorale?

**M. Thacker:** Monsieur le Président, je puis assurer à mes collègues d'en face que nous allons avoir un régime fiscal plus juste. Il n'est pas sans savoir que le régime dit d'impôt progressif va chercher moins de la moitié des recettes fiscales. En réalité, plus de la moitié des recettes qui sont versées au Fonds du revenu consolidé proviennent de taxes de vente et de taxes personnelles directes et ce système est vraiment régressif et au désavantage des démunis du Canada. Dans le régime d'impôt progressif proprement dit, les déductions et exemptions profitent aux contribuables riches plutôt qu'aux personnes à revenu moyen. Pour ce qui est de cette révision, j'espère que le député dira que nous devons faire quelque chose dans le secteur, par exemple, des allocations familiales. Les gens reçoivent directement les allocations familiales, mais moins de la moitié de ces sommes sont récupérées par l'entremise du régime fiscal, même dans le cas des contribuables aux revenus les plus élevés. Il faudrait peut-être remédier à cela. Si l'on examine la déduction fiscale prévue par la Loi de l'impôt sur le revenu, les contribuables riches bénéficient d'une réduction de \$710, alors que les pauvres ne peuvent profiter d'une déduction parce que leur revenu n'est pas imposable. Nous pourrions certes faire quelque chose à cet égard. Pourquoi les néo-démocrates ne font-ils pas de suggestions en ce sens? Je les entends toujours contester les restrictions budgétaires, même celles qui sont proposées par le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret). Les néo-démocrates s'en prennent à ces coupures isolées, mais il nous fait bien commencer quelque part. J'ai foi dans le document intitulé «Une nouvelle direction pour le Canada», dans lequel on pose les bonnes questions. Je voudrais que les députés néo-démocrates répondent à ce document.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je ne puis m'empêcher de faire une brève observation parce que le hasard a voulu que, pendant le débat, je sois en train de lire un document de la National Anti-Poverty Organization où l'on traite de bon nombre des questions soulevées par le député. S'il pense vraiment qu'en supprimant l'universalité du régime on va améliorer le sort des pauvres du Canada, je lui signale que la NAPO, qui représente justement les pauvres, affirme qu'au contraire une telle mesure leur ferait du tort. Pourquoi un groupe comme celui-là, qui représente les pauvres, semble-t-il d'un avis contraire à celui du député?

Je pense aussi devoir répondre à ce que le député a dit au sujet du déficit. Je voudrais demander au député d'où il tire les chiffres indiquant que ce sont les riches que le déficit avantage au Canada. Comme il le sait très bien, la plus grande partie du déficit canadien est financée grâce aux obligations d'épargne du Canada. En outre, il sait certainement que personne ne peut investir plus de \$25,000 dans les obligations d'épargne du